



**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement  
HUET Philippe à Plouasne

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 nommant Monsieur Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de Monsieur David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 mars 2017 portant modification des prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes-d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011, modifié le 07 avril 2016 autorisant Monsieur Philippe HUET, dont le siège social est situé au lieu-dit « Callouët » à Plouasne, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2023 portant décision après examen au cas par cas d'une demande de modification des conditions d'exploitation d'un élevage porcin : mise à jour des effectifs présents et produits, nombre de places de chaque bâtiment, gestion des effluents, au lieu-dit « Callouët » à Plouasne, présentée par Monsieur Philippe HUET,
- Vu** l'arrêté préfectoral modificatif signé le 15 septembre 2023 à la suite du CODERST du 07 septembre 2023 ;
- Vu** la demande présentée le 24 novembre 2022 et complétée le 21 juin 2023 par Monsieur Philippe HUET en vue d'effectuer :
- la modification des conditions d'exploitation d'un élevage porcin avec augmentation des effectifs pour après projet un nouvel effectif total de 4 144 emplacements de porcs de production ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 20 juillet 2023 ;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception en date du 16 août 2023 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à Monsieur Philippe HUET, qui précise qu'il peut faire part de ses observations éventuelles jusqu'au 04 septembre 2023 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 07 septembre 2023 ;
- Vu** les observations reçues par courriel de l'exploitant le 02 octobre 2023 demandant des modifications sur l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2023 ;

**Considérant** que la demande présentée répond aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**Considérant** que l'élevage est déjà autorisé pour 3 222 places engraissement et 1 491 animaux équivalents ;

**Considérant** que le projet consiste en une extension pour 4 144 places engraissement et 1 680 animaux équivalents ;

**Considérant** que le projet s'accompagne de la construction d'une nouvelle maternité ;

**Considérant** que l'étude du cas pas cas a conclu à la dispense de la production d'une étude d'impact ;

**Considérant** que la modification est jugée notable au sens du code de l'environnement ;

**Considérant** que le plan de gestion des déjections est mis à jour et répond à la réglementation ;

**Considérant** que le nouveau bâtiment respectera les meilleures techniques disponibles (MTD) ;

**Considérant** que les données concernant la construction autorisée en 2015 sont corrigées (surface et emplacement) ;

**Considérant** que les installations existantes et en projet sont à distances réglementaires des tiers et points d'eau ;

**Considérant** les observations émises par l'exploitant, reçues le 02 octobre 2023 ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

L'arrêté préfectoral modificatif du 15 septembre 2023 est rapporté.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiées comme suit :

1.1. - L'élevage de Monsieur Philippe HUET, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Callouët» sur la commune de Plouasne, est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1680 animaux équivalents (A.E.) et 4144 emplacements de porcs de production de plus de 30 kg.

### **Article 2 : Nature des installations**

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

| Rubrique | Alinéa | A,<br>E,<br>D,<br>NC | Libellé<br>de la<br>rubrique<br>(activité)         | Nature de<br>l'installation | Critère de<br>classement       | Seuil de<br>critère | Unité de critère  | Volume<br>autorisé | Unité du<br>volume<br>autorisé |
|----------|--------|----------------------|--|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---|--------------------|--------------------------------|
| 3660     | b)     | A                    | Elevage<br>intensif                                | Elevage de<br>porcs         | Nombre total<br>d'emplacements | b) > 2000           | 1 place =<br>1 emplacement  | 4144               | Emplacements                   |
| 2102*    | 1      | E                    | Elevage,<br>vente,<br>transit,<br>etc. de<br>porcs | Elevage                     | Animaux-<br>équivalents        | > 450               | Reproducteur = 3 AE<br>Porcelet sevré = 0,2 AE<br>Porcs à<br>l'engraissement et les<br>jeunes femelles = 1 AE | 1680               | AE                             |

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

\* Cette rubrique ne tient pas compte des animaux classés au titre de la rubrique 3660.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### **2.2. - Situation de l'établissement**

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

| Commune  | Type d'élevage | Sections | Parcelles  |
|----------|----------------|----------|--|
| Plouasne | Porcin         | OA       | 879, 891, 893, 894, 896, 897, 1429, 1440, 1441, 1542, 1567 |

## 2.3. - Effectifs autorisés

| Type de production                  | Animaux équivalents et/ou emplacements           | Effectif maximum en présence simultanée | Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers) |
|-------------------------------------|--|---|---|
| Truies, verrats, cochettes saillies | AE maternité :441<br>AE gestante-verraterie :891 | 444                                     | 350   |
| Porcs charcutiers (>30kg)           | 4144   | 4144                                    | 12500   |
| Porcelets                           | 300  | 1500                                    | 13125   |
| Quarantaine                         | 48   |   |   |
| Infirmierie                         | 0  |   |   |

## 2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions des articles 2.1. à 2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiés comme suit :

#### 3.1. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

#### 3.2. - Alimentation biphase

3.2.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.2.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

### Article 4 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité

Les dispositions des articles 2.3 à 2.3.3. de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiés comme suit :

4.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

4.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

4.3.- Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.



4.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

#### **Article 5 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiées comme suit :

5.1. - Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage comporte une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé » et « résidus organiques ») ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une lagune de stockage du lisier centrifugé traité.

Cette unité de traitement doit traiter une partie du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus, à savoir : 7301 m<sup>3</sup> de lisier brut correspondant à 37103 kg d'azote organique, le reste des déjections correspondant à 5895 kg d'azote organique est épandu sous forme de lisier brut.

5.2. - Les inspecteurs de l'environnement ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

5.3. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, sont placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit ;
- un système d'enregistrement pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

5.4. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

5.5. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

#### 5.6. - Débits et flux de pollution

##### 5.6.1 - entrant dans la centrifugeuse

| Lisier brut | Flux annuel maximal | Flux journalier moyen | Flux journalier maximal |
|-------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|
| Volume      | 7301 m3             | 20 m3                 | 24 m3                   |
| N Global    | 37103 kg            | 101,6 kg              | 122 kg                  |
| P2O5        | 21747 kg            | 59,6 kg               | 71,4 kg                 |
| M.E.S.      | kg                  |                       |                         |

##### 5.6.2 - entrant dans le réacteur biologique

| Lisier centrifugé | Flux annuel maximal | Flux journalier moyen | Flux journalier maximal |
|-------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|
| Volume            | 6644 m3             | 18,2 m3               | 21,8 m3                 |
| N Global          | 31538 kg            | 86,4 kg               | 103,7 kg                |
| P2O5              | 5437 kg             | 14,9 kg               | 17,9 kg                 |
| M.E.S.            | kg                  |                       |                         |

#### 5.7. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

##### 5.7.1. - coproduits à transférer

| Résidus organiques | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|--------------------|-------------|-----------------------|
| Tonnage            | 511 t       | 1,4 t                 |
| N Global           | 5565 kg     | 15,2 kg               |
| P2O5               | 16311 kg    | 44,7 kg               |

##### 5.7.2. - coproduits à épandre

| Lisier centrifugé traité | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|--------------------------|-------------|-----------------------|
| Volume                   | 4604 m3     | 12,6 m3               |
| N Global                 | 4063 kg     | 11,2 kg               |
| P2O5                     | 3969 kg     | 10,9 kg               |

##### 5.7.3. - lisier brut restant à épandre

| Lisier brut restant à épandre | Flux annuel |
|-------------------------------|-------------|
| Volume                        | 1160 m3     |
| N Global                      | 5895 kg     |
| P2O5                          | 3455 kg     |

## 5.8. - Autosurveillance

### 5.8.1. - Suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit ;
- relevé du volume de lisier brut restant à épandre ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides  $\text{NH}_4/\text{NO}_3$  sont réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

### 5.8.2. - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

## 5.9. - Autosurveillance : bilan matière

5.9.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes du lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un bilan des volumes du lisier brut restant à épandre ;
- un bilan des volumes des différents coproduits ;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

5.9.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

5.9.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

#### 5.10. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

### **Article 6 : Prescriptions particulières en matière de stockage, de transfert et d'épandage des coproduits et lisiers bruts**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiées comme suit :

6.1. - Les lisiers bruts porcins sont stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume de 8214 m<sup>3</sup>.



6.2. - Les résidus organiques sont stockés dans un local couvert de 316 m<sup>2</sup>.

6.3. - Le lisier est stocké dans une fosse de 1527 m<sup>3</sup>.

6.4. - Le lisier centrifugé traité est stocké dans une lagune de 2500 m<sup>3</sup>.

6.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 661 m<sup>3</sup> doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

6.6. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré sont consignés dans un cahier d'épandage conformément aux plans et données techniques annexés. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

6.7. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt.

6.8. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

## **Article 7 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement**

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiées comme suit :

7.1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique.

La mise en service de la centrifugeuse ainsi que les modifications à apporter à l'unité de traitement, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, doivent être réalisées dès la mise en œuvre du projet.

7.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

## Article 8 : Respect des meilleures techniques disponibles

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiées comme suit :

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

| Désignation des installations   | Rubrique de la nomenclature des installations classées | Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED » | Conclusions sur les meilleures techniques disponibles  |
|---|--|---|--|
| Élevage intensif de volailles ou de porcs :<br>b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) | 3660   | 6.6 b)  | Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs |

*« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »*

## Article 9 : Périmètre de protection de captage

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiées comme suit :

L'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1999, modifié le 02 octobre 2003, relatif au périmètre de protection de captage de Rophemel.

## Article 10 : Prescriptions complémentaires concernant l'unité de compostage

L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation. Ce procédé (stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique) vise à l'obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou épandu.

10.1. - Le produit obtenu doit répondre aux critères imposés par la norme NFU-42 001 ou 44 051.

10.2. - Pour la mise en œuvre du procédé, l'exploitant dispose d'un hangar couvert, bétonné et maintenue en parfait état d'étanchéité d'une surface de 316 m<sup>2</sup> offrant une capacité de production et de stockage d'au moins 4 mois. »

Un quai ou une aire de chargement est aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions. Cet équipement est entretenu et ne doit pas générer d'écoulement vers le milieu.

### 10.2.1. - Localisation de la plate-forme de compostage ou hangar

| Commune                  | Section | Parcelle | Surface totale     | Caractéristiques   |
|--------------------------|---------|----------|--------------------|--|
| Plouasne<br>« Callouet » | OA      | 894      | 316 m <sup>2</sup> | Hangar couvert<br>Surface compostage : 316 m <sup>2</sup><br>Hauteur des murs pour le stockage > 3 m |

10.2.2. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

10.2.3. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres.

10.2.4. - Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui sont, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit. »

10.2.5. - L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en œuvre du procédé de compostage soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

### 10.3. - Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

10.3.1. - Le process doit respecter un minimum de deux retournements et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés permettant de justifier du respect d'un de ces couples temps/température.

10.3.2. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage *par catégorie si nécessaire*,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates des retournements ultérieurs,
- la date de l'entrée en maturation,
- le bilan matière.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

10.3.3. - Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

10.3.4. - Pour les composts qui sont non-conformes à la norme rendue d'application obligatoire, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur de l'environnement quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

### 10.4 - Utilisation du compost

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les différentes obligations de résultats définies par les spécifications qui s'appliquent aux produits mis sur le marché.

#### 10.5. - Gestion des flux - Traçabilité pour les compost mis sur le marché

Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la mise sur le marché pour 334 tonnes de compost par an soit 5009 unités d'azote.

Cette convention doit préciser :

- les obligations de l'exploitant - producteur,
  - les conditions de reprise,
  - les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur de l'environnement les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.
- Un enregistrement des cessions à la société citée dans la convention de reprise doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise de compost entre l'exploitant, le transporteur et la société qui assure la reprise précisant :
- les dates de départs,
  - les références de lot,
  - la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
  - les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
  - le nom du transporteur,
  - la dénomination de l'exploitant ,
  - les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des composts et de proposer une mesure alternative. »

#### 10.6. - Destination des produits

Les composts mis sur le marché, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

#### 10.7. - Délais de mise en service-Dysfonctionnement

L'unité de compostage est mise en service dès la mise en œuvre du projet.

En cas de dysfonctionnement momentané, le fumier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de compostage, soit dans un ouvrage de stockage conforme aux dispositions réglementaires, soit maintenu en place dans les bâtiments d'élevage d'où il est issu. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de compostage, de réduction du plan d'épandage des composts après saturation des capacités de stockage, une mesure alternative ou transitoire conforme à la réglementation doit être proposée par l'exploitant. A défaut, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.



## **Article 11 : Autres dispositions**

L'arrêté préfectoral modificatif du 07 avril 2016 est abrogé.

Les articles 8 et 9 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont supprimés.

## **Article 12 : Dispositions communes**

Les dispositions des articles 11 et 12 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2011 sont modifiées comme suit :

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation ou si l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **Article 13 : Affichage et publication**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plouasne pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plouasne pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois ;

## **Article 14 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 15 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Plouasne et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **19 OCT. 2023**

le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général



David COCHU